

Le pari démocratique du développement soutenable

intervention d'Alain Lipietz*

Et si la mondialisation n'était pas une fatalité qui réduit les Etats et les individus en poussières, impuissants ? Alain Lipietz, économiste et militant écologiste, formule un pari pour l'avenir qui s'énonce en trois mots : autonomie, solidarité, responsabilité. Il fonde cet espoir dans l'émergence d'une opinion publique internationale, et dans le dynamisme des mouvements sociaux qui se multiplient depuis 1995.

Le thème proposé par le Cercle Condorcet, le 2 février 1998, à Alain Lipietz est libellé ainsi : « Croissance soutenable, développement durable, quel progrès ? ». Mais, constate-t-il, « parler de progrès aujourd'hui est difficile, alors que règne une culture du désespoir ». L'impuissance face à la mondialisation, l'impression que rien ne peut être fait pour entraver le cours et l'arrogance de l'ultra-libéralisme, est un sentiment dominant. Alors Alain Lipietz fait un pari : à ne rien faire, la situation ne risque pas de s'arranger. Il exhorte à inverser ce sentiment de terrassement, en un dynamisme de propositions. Propositions pour agir à tous les niveaux, du local au mondial, pour un développement soutenable.

Le progrès est mort, pas les valeurs

« Cette impression que l'outil du progrès a disparu nous donne le sentiment que, quoique l'on fasse, on sera balayés ». Alain Lipietz explique que cette vision du progrès issue de la Résistance, et qui ralliait à elle la gauche, les gaullistes et les radicaux, se fondait sur trois axes : progrès scientifique, progrès technique, progrès social. L'Etat était le garant de ce programme. Mais « l'unité de cette trilogie s'est dissoute dans la globalisation. Le progrès technique bénéficie aux entreprises, mais l'Etat n'est plus en mesure d'en redistribuer socialement les dividendes ». Alors que faire ?

Pas de désespérance, martèle Alain Lipietz : « Décembre 95 est une date charnière. A ce moment-là, les gens ont dit : on n'accepte pas tout, on

* Economiste au CNRS, député européen (Verts).

résiste ». Il s'agissait des travailleurs de la fonction publique, statut le plus facilement mobilisable. Mais à l'automne 1996, on assiste à la grève des chauffeurs routiers, secteur hautement flexibilisé, puis au mouvement des intermittents en 96-97, professionnels du spectacle aux conditions de travail éminemment précaires. Enfin les chômeurs, individus atomisés, aujourd'hui se rassemblent et revendiquent une dignité, et les moyens qui vont avec. C'est, selon Alain Lipietz, le signe d'un renversement de tendance. Décembre 95 est un tournant (1) qui marque une rupture avec les années 80, avec cette surenchère cynique de l'argent-roi, de « la gagne » et de la course aux profits (2), « *c'est un coup d'arrêt idéologique* ».

Puis il y a eu, rappelle-t-il, la victoire de la gauche plurielle, après la dissolution surprise de l'Assemblée nationale. « *L'histoire, ça va, ça vient... et en ce moment, l'histoire se précipite. Nous partons d'une situation bien meilleure que celle de nos grands-parents, et ils ont été capables de faire 36 l* » En 1936, les travailleurs ne s'étaient pas contentés de voter pour le Front populaire, ils avaient occupé les usines, maintenant ainsi une pression sociale nécessaire.

Mais si la notion de progrès est en berne, c'est également la conséquence des erreurs de ce siècle. « *Maintenant que cette place centrale qu'occupait le progrès s'est effondrée, il s'agit de remplacer les techniques par des valeurs. Car c'est le contenu même du progrès qui est en crise. Quel est le sens du progrès ?* »

« Suis-je donc responsable de mon frère ? »

Cette recherche de sens se traduit, dans la thématique écologiste, par le terme de « soutenabilité ». « Développement soutenable » est l'expression utilisée dans la diplomatie internationale pour qualifier ce que d'autres appellent « développement durable » : il s'agit de placer les fondamentaux humains, sociaux et environnementaux au centre du développement des sociétés.

« *Après que Caïn a tué Abel, il retourne chez ses parents. Ces derniers lui demandent « qu'as-tu fait de ton frère ? » Et Caïn de répondre : « Suis-je donc responsable de mon frère ? »* » Alain Lipietz en se référant à l'histoire biblique, explique que si nous devons être responsables de nous-

mêmes et de nos sociétés, nous sommes également comptables de ce que nous laisserons aux générations futures. La responsabilité est une nouvelle version de la notion de fraternité.

« *Les valeurs ne tombent pas du ciel, elles émergent toujours de luttes sociales.* » Alain Lipietz propose donc une nouvelle triade de valeurs à la base de la « soutenabilité » : « Autonomie, solidarité, responsabilité », sorte de variante de la devise de la République « Liberté, égalité, fraternité ». Même si, fait-il remarquer, elles ne sont pas synonymes : « *La solidarité n'est pas l'égalité. La solidarité c'est agir en priorité pour ceux qui sont les plus faibles ou affaiblis, les moins défendus* ». Mais dès que deux ou trois valeurs sont mises ensemble, il faut une régulation. « *Si non, au nom de l'une, on peut assassiner les deux autres.* » Alain Lipietz insiste donc sur le fait que seules la démocratie, la non-violence et la discussion sont à même de jouer ce rôle régulateur.

Cette notion de développement soutenable diffère de l'éco-développement qui a émergé dans les années 70, où primait l'action locale. Ce n'est plus « penser globalement, agir localement », c'est aussi « penser localement et agir globalement » pour contre-carrier cette globalisation source de tant d'angoisses. « *Le nuage de Tchernobyl ne s'étant pas arrêté à la frontière. Il y a désormais une prise de conscience de l'importance de l'action à l'échelle internationale.* »

Réglementer au niveau mondial

Tous les niveaux d'interventions sont à notre portée, explique Alain Lipietz : mondial, européen, national, régional, local. S'il est nécessaire d'adopter un certain nombre de réglementations au niveau mondial, il faut que dans chaque pays et continent des politiques soient mises en œuvre pour les appliquer. C'est le cas par exemple de la réduction des émissions de gaz carbonique, sur laquelle s'est accordée la communauté internationale. Ce qui favorise l'adoption de ces réglementations, c'est, selon Alain Lipietz, « *l'émergence d'une opinion publique* ». En effet, les ONG jouent, lors de ces conférences (sur l'environnement, les droits des femmes, etc.), un rôle de plus en plus important au fil des années.

Appliquer ces règles demande aussi à façonner d'autres fonctionnements individuels et collectifs. « *En France aujourd'hui, nous rejetons*

dans l'atmosphère trois fois plus de gaz carbonique que ce qu'autorisent les « droits à consommer » qui nous sont fixés. Réduire cette consommation demande que nous repensions notre politique des transports : passer du tout-automobile aux transports en commun, du transport de marchandises par la route au ferroutage, etc. Nous ne pouvons plus continuer cette débauche de consommation » affirme-t-il.

Réduire le temps de travail en France... et construire l'Europe sociale et écologique

Cette austérité de notre mode de consommation est directement lié au problème de l'emploi : « Le progrès de la redistribution ne peut plus se faire par une relance de la consommation. L'enjeu, pour aujourd'hui et pour demain, n'est pas de consommer plus. Par contre, ce que nous avons à gagner dans un processus de redistribution, c'est du temps libre. » Selon lui, les 35 heures ne sont qu'une étape d'une politique qui doit aller vers toujours plus de réduction du temps de travail. Et si tout est interdépendant, il faut savoir compter sur l'effet d'entraînement : « On peut commencer dans cette voie, sans attendre que la réduction du temps de travail ne soit coordonnée au niveau européen. On disait « on ne peut rien faire sans que l'Europe, sans que les Coréens... » On voit aujourd'hui que l'Italie s'y engage à son tour. Au cours d'un récent voyage en Corée, tous les chauffeurs de taxis m'ont dit « C'est bien votre mouvement des chômeurs, c'est bien que vous réduisiez le temps de travail »... ça se sait. Ce qui est vécu comme globalisation de la défaite fonctionne tout aussi bien dans l'autre sens : « puisque les Français le font, il n'y a aucune raison pour que nous ne le fassions pas ».

Car s'il existe encore une marge de manoeuvre au niveau des Etats par rapport à la globalisation, au niveau européen nos destins sont liés : « En ce qui concerne l'écologie, l'Europe travaille assez bien. Au plan social, c'est nettement moins avancé, mais depuis la rencontre d'Amsterdam, quelque chose a vacillé, le social a été remis au centre des préoccupations. » Pour que ces intentions soient suivies d'actes, il ne faut pas hésiter à montrer la voie, dit Alain Lipietz, et travailler de toutes forces à construire cette Europe sociale et écologique.

Créer des activités de tiers secteur favorisant l'activité locale

Et au plan local, il propose de « créer des emplois qui n'existent pas » : favoriser des activités d'utilité sociale, dites de « tiers secteur », créant ainsi des emplois que le secteur marchand ne peut mettre en oeuvre (en tous les cas de manière juste et égalitaire) : aides à domicile des personnes dépendantes, emplois environnementaux, etc. C'est un peu ce qui sous-tend la démarche des emplois-jeunes, mais là il n'y aurait aucune restriction d'âges. Ces entreprises de l'économie sociale, aidées par l'Etat - par un transfert d'argent des allocations chômage et du RMI vers la création d'emplois et d'activités - joueraient là un rôle de « service public » (sans être des entreprises d'Etat) et favoriseraient ainsi des dynamiques et des initiatives locales. « Voilà qui se rapproche de l'éco-développement des années 70 : ce tiers-secteur met en oeuvre des pratiques locales rassemblant élus locaux, associations, etc., donc des pratiques démocratiques de face à face : des négociations au niveau des bassins d'emploi seront nécessaires pour définir ce qui relève du tiers-secteur, sans mettre en péril des entreprises artisanales ou commerciales existantes. »

« Voilà donc un projet qui, mettant en oeuvre ces trois valeurs, autonomie, solidarité et responsabilité, conjuguées à des pratiques démocratiques réelles, apporte des solutions à tous les étages, conclut Alain Lipietz. A chacun de choisir à quel niveau il s'investit. » Il n'y a guère là de place pour une culture du désespoir.

Notes

1 - Pour reprendre le titre du livre de Jean-Pierre Le Goff et Alain Caillé, Le tournant de décembre, éd. La Découverte, 1996.

2 - Depuis 1982, les salaires ont été bloqués et la France est pourtant devenue un tiers plus riche. « Où est passé l'argent ? » est-on en droit de se demander. « Dans les revenus financiers et les très hauts salaires » répond Alain Lipietz.